Document généré le 9 jan. 2024 08:50

Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles
International Journal of Sociocultural community development and practices
Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales

Les animateurs des quartiers populaires : entre la régulation sociale et l'éducation populaire

Mustafa Poyraz

Numéro 5, 2013

Animation et jeunesse en contexte d'indignation et de révoltes nationales
Sociocultural community development and youth in context of indignation and national revolts
Animación y juventud en contexto de indignación y de rebeliones nacionales

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1100305ar
DOI : https://doi.org/10.55765/atps.i5.237

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de communication sociale et publique, Université du Québec à Montréal

ISSN

1923-8541 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Poyraz, M. (2013). Les animateurs des quartiers populaires : entre la régulation sociale et l'éducation populaire. *Revue internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles / International Journal of Sociocultural community development and practices / Revista internacional Animación, territorios y prácticas socioculturales*, (5), 27–36. https://doi.org/10.55765/atps.i5.237

Résumé de l'article

Héritier de l'éducation populaire, l'animateur socioculturel agit auprès des populations précarisées en utilisant la dimension culturelle comme un levier de transformation sociale. S'appuyer sur les dynamiques de proximité et construire des initiatives en dehors des institutions font partie de son identité. Or, à mesure que le champ de l'animation s'institutionnalise, l'animateur s'éloigne de ses repères initiaux. On assiste ainsi à l'émergence d'une catégorie d'animateurs qui apparaissent de plus en plus comme des régulateurs sociaux et des stabilisateurs de conflits entre les institutions et les jeunes des quartiers populaires. Que reste-t-il de l'éducation populaire dans l'identité professionnelle actuelle des animateurs ? Jusqu'à quel point peuvent-ils composer avec les repères de l'éducation populaire et les exigences des institutions et des politiques ? L'article propose quelques éléments d'éclairage sur le positionnement des animateurs dans les quartiers dits sensibles à partir d'une série d'entretiens.

© Mustafa Poyraz, 2013

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.
Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.
https://www.erudit.org/fr/

Animation, territoires et pratiques socioculturelles
Sociocultural community development and practices
Animación, territorios y prácticas socioculturales

Les animateurs des quartiers populaires : entre la régulation sociale et l'éducation populaire

Mustafa Poyraz
Université Paris 5 et Paris 8, France
poyrazmus@gmail.com

Héritier de l'éducation populaire, l'animateur socioculturel agit auprès des populations précarisées en utilisant la dimension culturelle comme un levier de transformation sociale. S'appuyer sur les dynamiques de proximité et construire des initiatives en dehors des institutions font partie de son identité. Or, à mesure que le champ de l'animation s'institutionnalise, l'animateur s'éloigne de ses repères initiaux. On assiste ainsi à l'émergence d'une catégorie d'animateurs qui apparaissent de plus en plus comme des régulateurs sociaux et des stabilisateurs de conflits entre les institutions et les jeunes des quartiers populaires. Que reste-t-il de l'éducation populaire dans l'identité professionnelle actuelle des animateurs ? Jusqu'à quel point peuvent-ils composer avec les repères de l'éducation populaire et les exigences des institutions et des politiques ? L'article propose quelques éléments d'éclairage sur le positionnement des animateurs dans les quartiers dits sensibles à partir d'une série d'entretiens.

Mots-clés : animation; éducation populaire; institutionnalisation; régulation sociale.

Heir of popular education, sociocultural community developer acts with vulnerable populations by using cultural dimension as a lever of social transformation. Leaning on the dynamics of closeness and building initiatives out of institutions are a part of his identity. Yet, as the field of sociocultural community development becomes institutionalized, the sociocultural community developer goes away from its initial marks. So we can see the emergence of a category of sociocultural community developers who appear more and more as social regulators and stabilizers of conflicts between institutions and young people of popular districts. What still left from popular education in the current professional identity of sociocultural community developers? To what extent could they compose with the marks of popular education and the requirements of institutions and representatives? The article proposes some elements to help understand the positioning of sociocultural community developers in the so said sensible districts from a serie of interviews.

Keywords: sociocultural community development; popular education; institutionalization; social regulation.

Heredero de la educación popular, el animador sociocultural trata las poblaciones empobrecidas utilizando la dimensión cultural como un incentivo de transformación social. Apoyarse sobre las dinámicas de proximidad y construir iniciativas aparte de las instituciones forma parte de su identidad. Entonces, a medida que el campo de la animación se institucionaliza, el animador se aleja de sus indicaciones iniciales. Asistimos así a la emergencia de una categoría de animadores que aparecen cada vez más como reguladores sociales y estabilizadores de conflictos entre las instituciones y los jóvenes de los barrios populares. ¿ Que queda una educación popular en la identidad profesional actual de los animadores? ¿ Hasta cuál punto pueden componer con las indicaciones de la educación popular y las exigencias de las instituciones y las políticas? El artículo propone algunos elementos de iluminación sobre el posicionamiento de los animadores en los barrios dichos sensibles a partir de una serie de conversaciones.

Palabras clave :animación, educación popular; institucionalización; regulación social.

Certains droits réservés © Mustafa Poyraz (2013).
Sous licence Creative Commons (by-nc-nd).
ISSN : 1923-8541

Le champ professionnel de l'animation socioculturelle se construit depuis les années 1960 dans la continuité de l'éducation populaire[1] et du travail social. L'évolution de la culture professionnelle des animateurs est influencée, d'une part, par les exigences des institutions soucieuses de préserver les normes de la société, et d'autre part, par les théories critiques, l'espace culturel et politique marqués par une approche créatrice, libératrice et transformatrice. La proximité des animateurs par rapport à l'espace critique, à la théorie et à la culture leur procure en permanence une forme d'immunité pour ne pas se soumettre totalement aux exigences des institutions et pour garder un espace de créativité. Cependant, on constate un glissement progressif du champ de l'animation vers l'instrumentalisation et le rétrécissement de son espace de création. Alors que la première génération des animateurs se définissait essentiellement par rapport au potentiel du groupe pour « libérer les capacités d'expression et les forces créatrices des citoyens » (Lafortune, Augustin, Bélanger, Gillet, 2010), la génération actuelle se positionne de plus en plus comme vecteur de régulation sociale, institutionnelle et de médiation. Cela traduit un éloignement de l'animation socioculturelle vis-à-vis de l'approche critique et mobilisatrice de l'éducation populaire. Ce constat peut être vérifié dans le secteur de l'animation développé dans les quartiers populaires en France. L'arrivée massive des animateurs issus de l'immigration maghrébine ou subsaharienne, souvent sans bagage professionnel, amenés à travailler dans des territoires où la population d'origine étrangère constitue une entité importante, apparaît comme un élément central dans l'évolution du métier d'animateur.

Depuis les années 1990, la gestion des désordres dans les quartiers populaires est devenue un enjeu important car la concentration des difficultés liées à la pauvreté et à l'immigration dans ces lieux enclavés a fortement encouragé le développement d'un mode de vie favorisant le repli communautaire qualifié par certains auteurs de « ghettos[2] ». Ainsi, dans les zones dites sensibles, le taux de chômage des jeunes atteint 45% chez les garçons et 38% chez les filles en 2005[3]. Les espaces communs de ces territoires sont investis de manière permanente par des jeunes issus de l'immigration maghrébine et sub- saharienne, désœuvrés. La dégradation des relations et l'installation de tensions permanentes entre les jeunes et certains habitants, d'une part, et entre les jeunes et les représentants institutionnels, d'autre part, encouragent le retour vers les ressources communautaires et religieuses comme un appui de plus en plus naturel. L'amplification des contestations et des désordres dans les quartiers populaires a profondément transformé les rapports entre les habitants et les institutions. L'écart existant entre les acteurs institutionnels et les dynamiques de terrain s'est amplifié d'une manière telle que les méthodes de gestion habituelle ne sont plus pertinentes pour réguler les rapports sociaux dans ces territoires. L'émergence de nouvelles stratégies et de nouveaux acteurs influents a encouragé la redéfinition des rapports de force au sein des espaces de proximité. Les jeunes issus de l'immigration ont renforcé progressivement leur présence dans les quartiers et sont devenus une force incontestable dans la redéfinition du jeu social. Enfoncés dans l'impasse des quartiers « relégués »[4], et endurcis par de multiples pratiques discriminatoires, les jeunes de quartier résistent pour exister en développant différentes stratégies et pratiques sous l'influence de plusieurs facteurs. Devenir animateur, voire gestionnaire des équipements socioculturels, apparaît alors comme une des voies ouvertes afin de trouver une « place » au sein de la société.

1. Geneviève Poujol, Profession : animateur, Toulouse, Privat, 1989.
2. Surtout Didier Lapeyronnie, Ghetto urbain ; Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui, Robert Laffont, Paris 2008 et Donzelot Jacques, Quand la ville se défait, Quelle politique face à la crise des banlieues ?, Paris, Seuil, 2006, insistent sur la ghettoïsation des quartiers populaires en France.
3. Chprien Avenel, Sociologie des « quartiers sensibles », Paris, 2007.
4. Jean-Marie Delarue, Banlieues en difficulté : la relégation, Syros 1991.

Parallèlement à l'augmentation des contestations des jeunes, la régulation des rapports avec les représentants institutionnels est devenue un enjeu important. Au fur et à mesure, certains jeunes de quartier, issus de l'immigration se sont imposés comme animateurs des équipements socioculturels et médiateurs sociaux en s'appuyant sur leur influence reconnue au sein des cités. Nous devons préciser que les pouvoir publics locaux ont également privilégié le recours à cette force émergente afin de gérer les désordres grandissants. L'instauration d'une politique basée sur les liens communautaires pour maintenir l'ordre dans les quartiers populaires apparaissait comme un choix parmi les plus adaptés pour les pouvoirs publics vers la fin des années quatre-vingt-dix[5]. Depuis, cette tendance s'est renforcée et le champ de l'animation socioculturelle et celui de la médiation sociale sont investis de manière générale par les jeunes animateurs issus de l'immigration. On n'est plus dans une logique visant à « animer le territoire » (Greffier, 2013) mais plutôt dans une recherche d'éléments régulateurs des relations situées en marge de la société.

Dans le cadre de cet article, nous proposons d'analyser les enjeux liés à l'évolution du secteur de l'animation socioculturelle dans le sens de l'ethnicisation et de l'ascension sociale des jeunes issus de l'immigration, dépourvus initialement de qualification. Nous utilisons le concept d'ethnicisation pour définir une approche où l'intervention auprès des populations issues du Maghreb et d'Afrique subsaharienne s'appuie sur les professionnels de même origine. Mobiliser les liens communautaires en privilégiant les acteurs appartenant aux mêmes communautés, en tant que ressources les plus à même d'agir au sein d'un territoire, apparaît comme la caractéristique principale de l'approche ethnique. L'idée d'intervenir sur les territoires selon le principe de proximité culturelle avec les acteurs issus des communautés locales constitue une attitude inhabituelle dans la politique publique française. Nous distinguons cependant la prise en compte de sensibilités locales[6] dans la construction d'une politique publique, d'une approche consistant à gouverner selon les règles élaborées au niveau local sur la base des repères communautaires. Notre analyse porte sur la transformation rapide des repères et des pratiques des animateurs de quartiers avec l'arrivée massive des animateurs d'origine immigrée dans le champ de l'intervention sociale et les enjeux qui l'entourent. Nous nous appuyons sur l'observation du secteur de l'animation de quartier depuis de nombreuses années et les entretiens effectués auprès des animateurs issus de l'immigration travaillant sur plusieurs villes implantées en région parisienne, notamment dans les départements de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Stratégie institutionnelle et animateurs issus de l'immigration

Bien que l'animation socioculturelle se développe depuis les années 1960-1970 en tant que champ professionnel singulier, la mise en avant des « compétences ethnicisées »[7] par les pouvoirs publics apparaît et se confirme à partir des années 1990. Dans ce processus, le rôle des animateurs se déplace vers la régulation des conflits et, de ce fait, les animateurs de quartiers s'éloignent progressivement de leurs repères historiques liés à l'éducation populaire[8] mettant en avant

5. Mustafa Poyraz, « Animateur de quartier : un métier ethnique ? » (pp. 175-184), Panoramique, N°65, 4e trimestre 2003.
6. La prise en compte de différentes sensibilités existantes sur le territoire ne doit pas être confondue avec une approche se concentrant uniquement sur la cohésion d'un groupe local par souci d'éviter les conflits et les désordres.
7. Sophie Divay, « Quand les compétences ethniques facilitent l'insertion professionnelle », Hommes et migrations, N° 1249, mai-juin 2005.
8. Geneviève Poujol précise que « L'animation représente bien la formule professionnalisée de l'éducation populaire », Profession : animateur, Edition Privat, Toulouse, 1989, P.33.

l'autonomie et l'épanouissement des individus à travers des activités culturelles et de loisir[9]. Cela est profondément lié à l'évolution des politiques publiques[10] qui visent la régulation des désordres des quartiers populaires en s'appuyant sur « les compétences ethniques »[11] existant sur les territoires concernés.

Afin de comprendre fondamentalement la stratégie institutionnelle ainsi développée, nous devons tenir compte de l'évolution de la représentation des animateurs issus de l'immigration travaillant dans les quartiers populaires. L'étude que nous avons menée au début des années 2000 auprès d'une vingtaine d'équipements socioculturels de proximité implantés dans plusieurs quartiers de la région parisienne démontrait que le recours aux animateurs issus de l'immigration était en augmentation constante[12]. A partir d'une centaine d'entretiens effectués en 2000 auprès des animateurs des quartiers travaillant dans des centres sociaux, maisons de quartier et services jeunesse, il a été montré que le nombre d'animateurs issus de l'immigration travaillant dans ces territoires représentait 57% des animateurs[13]. L'étude la plus récente menée auprès d'une trentaine d'équipements accueillant les jeunes de quartiers démontre que le taux des animateurs issus de l'immigration atteint désormais 80 %, parmi les animateurs[14]. Ce chiffre confirme que, en dix ans, les jeunes animateurs issus de l'immigration ont incontestablement renforcé leur position au sein des quartiers. Par exemple, dans trois équipements jeunesse situés dans le quatre-vingt-treize, 9 animateurs sur 10 étaient issus de l'immigration maghrébine et de l'Afrique subsaharienne. Si les postes d'animateur étaient occupés majoritairement par les « grands frères » dans la fin des années 1990 et début 2000, les postes à responsabilité n'étaient pas encore accessibles pour les animateurs issus de l'immigration. Alors qu'il y a dix ans, la quasi-totalité des postes à responsabilité étaient occupés par les animateurs français d'origine, aujourd'hui, la majorité de ces postes est investie par les animateurs issus de l'immigration maghrébine et d'Afrique subsaharienne. Ce ne sont pas seulement les postes à responsabilité de terrain comme directeur d'un espace jeune ou d'une maison de quartier qui sont concernés par cette évolution, les postes de direction de service ont également poursuivi le même chemin. Ainsi, selon notre enquête menée sur plusieurs départements en région parisienne, environ 70% des responsables de terrain et de directeurs des services sont issus de l'immigration maghrébine ou de l'Afrique subsaharienne. On observe la même tendance concernant les élus de secteurs jeunesse et ceux qui sont chargés de mener la politique de la ville. Comme Sophie Divay[15] le souligne, le secteur de la médiation sociale évolue

9. Cette approche insiste sur la création des dynamiques collectives à partir des repères politiques et culturels. Comme la prise de position contre l'injustice et l'inégalité et pour la coexistence des différences tenait une place importante dans les actions des animateurs socioculturels, le recours aux compétences liées uniquement à la gestion des relations communautaires n'était pas envisageable.

10. Mylena Doytcheva pense que « ces pratiques de gestion communautaire ne découlent pas d'une vision politique, mais bien plus d'une situation de difficulté professionnelle », « Familles immigrées et travail social : entre ethnicisme et valeurs républicaines », dans Crenn, Chantal, Kobi, Laurence et Gillet, Jean-Claude (dir.), Les animateurs. professionnels face à la différence ethnique, L'Harmattan, Paris, 2007. L'auteur insiste sur le fait que le développement de ces pratiques marquées par une approche communautaire n'est pas le fruit d'une politique volontaire mais plutôt un phénomène provenant de contraintes vécues par les acteurs sur le terrain.

11. Sophie Divay démontre la mobilisation des compétences ethnicisées chez les médiateurs sociaux, « Quand les compétences ethniques facilitent l'insertion professionnelle », Hommes et migrations, N° 1249, mai-juin 2005.

12. Cette étude a été menée dans le cadre d'une thèse de doctorat soutenue en 2001 : Espaces de proximité et animation socio-culturelle. Analyse des pratiques dans une dizaine de quartiers populaire.

13. Mustafa Poyraz, Espaces de proximité et animation socioculturelle, Paris, L'Harmattan, 2003, 253 p.

14. Mustafa Poyraz, Rapport pour le conseil régional Ile de France (février 2013) : L'inscription des filles dans l'espace public : entre l'autonomie et la pression communautaire. Dans le cadre de cette étude nous avons interrogé une cinquantaine d'animateurs de quartiers travaillant notamment dans les villes de Tremblay en France, Evry, La Courneuve, Argenteuil et Massy.

15. Sophie Divay, « Quand les compétences ethniques facilitent l'insertion professionnelle », Hommes et migrations, N° 1249, mai-juin 2005.

également dans le cadre de la même approche politique basée sur le « principe de proximité entre les intervenants et leur public ».

Les données évoquées démontrent l'évolution des politiques publiques concernant la gestion des quartiers dits sensibles : réguler les désordres et les tensions existant au sein de ces territoires à partir des repères et des habitudes élaborés dans les relations internes à la communauté. On constate un paradoxe entre le discours portant sur la politique de la ville soulignant l'importance de la « mixité », de la « diversité » et de la « citoyenneté » et la pratique quotidienne qui mise sur la régulation des conflits à partir des repères communautaires et religieux. Cette approche constitue une rupture par rapport à la politique menée dans les années 1980 qui mettait en avant l'ouverture des quartiers populaires vers le monde extérieur. La présence des militants politiques et associatifs constituait un socle important pour construire des passerelles entre les acteurs locaux et les professionnels venant de l'extérieur. Selon les animateurs interrogés, et nos propres observations, les animateurs socioculturels des quartiers populaires provenaient majoritairement des milieux plutôt aisés[16] et jouaient un rôle important pour éviter le repli sur les relations de proximité. Les repères religieux et communautaires n'étaient pas encore une ressource essentielle dans le processus de socialisation des enfants et des jeunes des quartiers populaires. Les animateurs socioculturels constituaient une force essentielle pour relier les ressources locales avec celles de la société, au sens large.

Les acteurs de terrain interrogés soulignent que la mise en avant des compétences ethnicisées dans la stratégie des pouvoirs publics s'est produite dans les années 1990 et s'est accentuée dans les années 2000. Avec ce changement, les liens existant entre les quartiers populaires et les dynamiques de la société ont été encore plus affaiblis et les dynamiques internes propres aux communautés ont trouvé un espace de développement extrêmement fertile. Le problème ne vient pas de l'existence des ressources communautaires ni d'ailleurs de leur expression dans la constitution des rapports sociaux, le problème vient plutôt de l'absence d'espaces de rencontre pour que les différentes ressources se croisent, s'influencent, se redéfinissent. Multiplier les références ne peut qu'enrichir les espaces de socialisation des individus vivant dans les quartiers populaires. L'expression de différentes tendances au sein même de la même communauté dépend en grande partie de l'existence de cet espace diversifié. Sur ce point, on constate un tournant décisif concernant le regard des politiques publiques à l'égard des quartiers populaires et de la gestion de ces différences au sein de la société. L'augmentation rapide du nombre d'animateurs est en grande partie liée à la mise en place de cette stratégie consistant à gérer les quartiers pauvres où les immigrés constituent une entité importante en s'appuyant essentiellement sur les ressources internes aux communautés[17]. Jacques Donzelot[18] précisait que les difficultés à trouver des interlocuteurs sur le terrain et le manque d'une force représentative aggravaient la rupture entre les quartiers populaires et le reste de la société. L'apparition des jeunes issus de l'immigration comme animateurs ou médiateurs sociaux en tant que professionnels a remédié en partie à cette rupture entre les institutions et la population mais tout en faisant émerger d'autres enjeux.

16. Mustafa Poyraz, Espaces de proximité et animation socioculturelle, Paris, L'Harmattan, 2003, 253. p.
17. Travailler à partir des ressources internes d'un territoire est une approche intéressante pour les animateurs, mais si cela se passe dans un contexte d'isolement et de repli communautaire il est extrêmement difficile de garantir l'expression de toutes les tendances existantes au sein de celle-ci. Dans ce cas là l'appui des politiques publiques risque de consolider la tendance dominante à l'œuvre dans les territoires concernés.
18. Jacques Donzelot, L'Etat animateur. Essai sur la politique de la ville, Edition Esprit, Paris, 1994.

La stratégie des jeunes : s'insérer dans le monde du travail et avoir une place

> « Si je suis devenu directeur dans cet équipement, ce n'est pas par hasard, j'ai fait mes preuves en tant qu'animateur. Avant de devenir animateur, j'ai dû me battre. Si je n'avais pas une influence auprès des jeunes, je n'avais aucune chance d'être accepté comme animateur. Je connaissais tout le monde, tout le monde me connaissait également. Mon appartenance à la communauté noire a été aussi un facteur important aussi bien pour la municipalité que pour moi pour devenir animateur sans avoir aucun diplôme. La municipalité a bien vu ça, elle n'est pas bête, elle sait défendre ses intérêts pour garder la paix sociale » (Amadou, directeur de l'équipement jeunesse, 32 ans)[19].

Ces propos venant d'un ancien « grand frère » tracent l'itinéraire d'une grande majorité des animateurs issus de l'immigration. Selon ce directeur, avoir une influence, un poids auprès des jeunes apparait comme un point important pour devenir animateur. Le fait de partager les mêmes repères culturels avec les publics auprès desquels l'animateur est censé mener des activités constitue un atout important pour décrocher un travail. On remarque également la disparition des exigences des institutions concernant la formation et les diplômes nécessaires pour occuper un poste professionnel. Il n'est pas difficile de repérer une sorte de pragmatisme dans l'attitude des recruteurs puisque, dans le recrutement, sont désormais privilégiées les compétences liées à la proximité culturelle avec les publics appartenant à la communauté maghrébine ou d'Afrique subsaharienne.

Un autre animateur précise d'une autre manière comment il a pu entrer dans le champ de l'animation :

> « Je n'ai aucun diplôme, j'ai beaucoup galéré dans la cité, j'ai voulu faire autre chose mais je ne savais pas quoi faire. On fréquentait le service jeunesse, j'ai compris qu'il était possible de devenir animateur. C'est vrai que j'avais une place reconnue chez les jeunes, ça a joué je pense. Au début, j'ai commencé pour quelques heures, petit à petit, je suis entré entièrement dans l'équipement. J'ai compris qu'il ne suffisait pas uniquement d'avoir des relations avec les autres jeunes, je devais me former, ça a pris du temps pour comprendre ça. Maintenant je veux avancer, je veux faire des formations pour avancer. Au début je voulais avoir un revenu sans vraiment faire grand-chose, c'était vachement important ; après j'ai compris que pour rester dans le secteur je dois avoir des compétences » (Pascal, animateur de quartier, 28 ans)[20].

La précision de Pascal complète les propos d'Amadou concernant le parcours des animateurs issus de l'immigration. L'expérience vécue dans l'ambiance marquée par les liens communautaires et de plus en plus religieux constitue un point commun pour les animateurs de quartiers. Ils forgent également un charisme et un positionnement reconnu dans leur territoire facilitant leur insertion professionnelle en tant qu'animateur. Dans les propos d'Amadou, on repère également un autre point qui souligne la prise de conscience, par le « grand frère », de la complexité de sa situation et la nécessité de rentrer dans les jeux institutionnels par le biais de la formation professionnelle. Un autre animateur soulignait le même processus avec d'autres mots :

> « S'ils m'ont embauché, ce n'est pas parce que j'étais un animateur formé, j'avais une certaine influence sur les jeunes. La mairie voulait utiliser ça pour la paix sociale, mais pour moi avoir un travail est très important. C'est vrai qu'il est parfois compliqué d'avoir une position d'animateur avec les copains, mais je sais régler certains conflits à ma manière, au moins je fais des liens entre la mairie et les jeunes ».

La plupart des animateurs rencontrés partagent ces propos. Décrocher un travail dans un contexte où le taux de chômage chez les jeunes des quartiers se situe autour de 40%[21] est un objectif

19. Ce directeur issu de l'immigration d'Afrique subsaharienne a une expérience de dix ans dans le secteur de l'animation. Il vient d'une famille nombreuse plutôt pauvre habitant dans une cité HLM. Il a toujours évolué dans l'équipement jeunesse de la même ville. En 2010 il a obtenu un diplôme de BPJEPS (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport) dans la continuité de sa carrière (entretien réalisé dans le bureau du directeur en 2012.

20. Ces propos viennent d'un animateur issu de l'immigration subsaharienne. Comme de nombreux animateurs de quartiers après avoir quitté le système scolaire sans diplôme il commence à « galérer » dans son quartier avec les copains ayant plus ou moins le même parcours.

21. Selon le rapport d'ONZUS (Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles) publié en 2012 le taux de chômage chez les jeunes habitants dans les zones sensibles est de 40,7%.

vital pour ces jeunes animateurs-grands frères. Presque tous les animateurs de quartier interrogés soulignent l'existence d'un désespoir concernant l'accès à l'emploi. Ils précisent également que leur embauche est liée essentiellement à leur appartenance ethnique. Un des faits soulignés par les acteurs de terrains est l' « incompatibilité » de langage entre les animateurs « classiques » dotés des diplômes nécessaires pour exercer le métier d'animateur et les publics des quartiers populaires. Emmanuel Jovelin précise que « le professionnel ethnique est vu comme une personne en capacité de mieux cerner les problèmes rencontrés par l'usager et surtout de mieux l'accompagner[22] ». Il énonce également que « ce qui était présenté comme une richesse peut devenir très vite une difficulté à résoudre ». Les animateurs de quartier insistent sur les spécificités des relations et des rapports de forces existant au sein des quartiers. Selon eux, un animateur « de type occidental » a très peu de chances de rester dans les cités en tant que professionnel, car la présence de celui-ci est associée à la représentation de l'Etat et, à ce titre, contestée. Les liens sont rapidement établis entre la problématique des cités et les intervenants français d'origine comme s'ils faisaient partie des responsables de cette situation de pauvreté ; cela renforce la légitimité des jeunes issus de l'immigration pour investir le terrain. Les jeunes issus de l'immigration reviennent régulièrement sur les liens existant entre le phénomène du colonialisme et leurs conditions de vie. Ils associent sans grande difficulté les animateurs français d'origine à l'histoire du colonialisme vécu par leurs parents ou grands-parents et cela facilite la prise de position à l'égard des animateurs porteurs des normes de la société. Le fait que les équipements socioculturels soient investis majoritairement par un public immigré ou issu de l'immigration constitue également un atout supplémentaire pour « les grands frères » afin d'occuper des postes d'intervenants sociaux ou socioculturels.

Cela est lié sans doute à l'évolution de l'ambiance dans ces quartiers. On observe que le système de socialisation s'appuie de plus en plus sur des repères produits dans les quartiers selon les normes religieuses et communautaires et de moins en moins dans une situation d'interactions ouvertes entre plusieurs systèmes de références. «L'éducation de quartier »[23] s'impose comme ressource principale dans l'ambiance des cités populaires. Comme l'a précisé un animateur français d'origine travaillant dans une zone dite sensible, «il existe une forme d'alliance entre les professionnels et les jeunes de quartiers puisqu'ils ont le même langage, les mêmes références »[24]. Pour lui, mener un travail en dehors de la logique communautaire est presque impossible. « On n'est pas légitime dans ces espaces, on est en dehors du fonctionnement normal de la société », disait un autre animateur.

Dans ce contexte d'enfermement, les animateurs issus de l'immigration développent différents types de stratégies. Une des stratégies consiste à saisir les avantages de la situation pour pouvoir se construire un avenir professionnel consolidé à travers les formations proposées. Même si cette tendance ne concerne pas la majorité des animateurs, elle permet à de nombreux intervenants sociaux d'occuper des postes à responsabilité, y compris les postes de maires adjoints dans le secteur de la jeunesse. On observe que la plupart des élus et des directeurs des services issus

22. « L'interculturalité dans l'intervention sociale. Du choc culturel à l'accompagnement intra-ethnique », dans Crenn Chantal, Kobi Laurence et Gillet, Jean-Claude (dir.), Les animateurs. Professionnels face à la différence ethnique, L'Harmattant, Paris, 2007.

23. L' « éducation de quartier » désigne la dominance des ressources façonnées à partir des références traditionnelles, religieuses, anticolonialistes et contestataires dans les cités populaires influençant fortement le processus de socialisation des enfants et des adultes habitant dans les territoires d'habitat social ». Rapport : L'inscription des filles dans l'espace public : entre l'autonomie et la pression communautaire, février 2013.

24. L'entretien a été réalisé dans une salle de l'équipement jeunesse situé dans un quartier sensible en 2012. L'animateur en question a 35ans et titulaire du DEFA (Diplôme d'état à la fonction d'animateur).

de l'immigration partage ce même parcours[25]. Nous avons constaté que la prise de conscience, avant de se lancer dans l'aventure de la formation, prend un temps parfois très long. Ils ont plutôt tendance à rester dans un espace sécurisé et peu exigeant.

La deuxième tendance repérée chez les animateurs issus de l'immigration concerne les « grands frères» ayant des difficultés à se détacher de leurs habitudes acquises dans l'ambiance des cités. Les animateurs faisant partie de cette catégorie s'identifient essentiellement par l' « éducation de quartier » élaborée à partir des ressources uniquement communautaires ou bien religieuses. La plupart du temps, ils se positionnent contre les institutions et restent solidaires quoi qu'il arrive avec les jeunes de quartiers hostiles aux institutions. Ce positionnement constitue un obstacle important dans la stabilisation de leur insertion professionnelle. On retrouve ces mêmes animateurs dans la gestion des équipements comme les lieux d'accueil des jeunes, maisons de quartier ou espaces jeunesses. Souvent, l'existence de cette complicité entre ces animateurs-grands frères et les jeunes des cités renforce le pouvoir des grands frères dans l'espace commun des quartiers et dans les équipements socioculturels et cela rétrécit la place des animatrices et des jeunes filles. Du fait que les jeunes et les animateurs partagent les mêmes références communautaires et religieuses concernant l'utilisation des espaces publics, la présence des animatrices dans le secteur de l'animation devient de plus en plus rare. Selon l'étude que nous avons effectuée récemment auprès d'une vingtaine d'équipements socioculturels de proximité, les trois quarts des animateurs sont des hommes[26]. Dans certains établissements accueillant les jeunes, la représentation des filles parmi les animateurs diminue encore plus. Nous avons observé le même phénomène concernant les publics accueillis au sein des équipements gérés par les animateurs majoritairement issus de l'immigration. C'est-à-dire que la grande majorité des usagers est masculine; la domination de l'approche religieuse et communautaire (aussi bien chez les animateurs que chez les jeunes garçons) réduit sensiblement l'espace de liberté des filles au sein des équipements socioculturels de proximité. Une des animatrices interrogées soulignait cet état d'esprit avec les mots suivants : « Il est difficile de faire venir les filles car depuis des années cet équipement jeunesse est vu comme un lieu réservé aux mecs. C'est l'ambiance qui repousse les filles, j'ai l'impression que tout est fait pour que les filles ne viennent pas. Même pour moi en tant qu'animatrice la tâche est difficile, avant tout, il faut commencer par s'interroger sur l'attitude des collègues », (animatrice dans un équipement jeunesse depuis environ un an, 24 ans).

Cela alimente également l'ethnicisation des rapports sociaux au sein des équipements socioculturels de proximité.

L'ancrage dans la culture communautaire et religieuse ainsi que la faiblesse des liens établis avec d'autres acteurs institutionnels et associatifs accentuent l'ambiguïté des situations des animateurs issus de l'immigration et réduit leur vision du monde. Le refus de faire une formation ou de changer de secteur les maintient dans une situation inconfortable dans le sens où, à un moment donné, ils risquent de perdre leur légitimité aussi bien auprès des institutions qu'auprès de leur public.

25. Plusieurs élus issus de l'immigration rencontrés ont souligné l'importance de l'expérience vécue dans le secteur de l'animation dans leur parcours politique.

26. Mustafa Poyraz, Rapport pour le conseil régional Ile de France (février 2013) : L'inscription des filles dans l'espace public : entre l'autonomie et la pression communautaire. Ce constat confirme la spécificité des animateurs de quartier tout en sachant que d'une manière globale, les trois quarts des effectifs du secteur de l'animation socioculturelle sont composés d'animatrices, Gillet, Jean-Claude, L'animation en questions, Erès, 2006.

Nous devons noter que la première tendance peut jouer un rôle très important afin d'orienter certains « grands frères » vers une voie plus professionnelle et institutionnelle.

En conclusion

A partir des observations et d'une centaine d'entretiens réalisés auprès des animateurs de quartiers et des intervenants sociaux, on constate sans ambiguïté le renforcement de la tendance d'ethnicisation des secteurs d'animation des quartiers. Aujourd'hui, l'écrasante majorité des animateurs de quartier est issue de l'immigration. Étant donné que ceux-ci sont très faiblement dotés en termes de diplôme, il n'est pas insensé de penser que les pouvoirs publics trouvent un intérêt incontestable à mobiliser les jeunes issus de l'immigration en dehors des circuits politiques pour maintenir la cohésion des espaces de proximité à l'écart de la société[27]. Dans cette stratégie, la mise en avant des compétences ethniques apparaît comme un élément fondamental. Cela ne se limite pas uniquement à une approche consistant à mettre en valeurs les relations de proximité et les repères identifiés dans certaines communautés afin de faciliter le travail collectif multi-référentiel, il met au cœur de sa préoccupation la régulation des rapports sociaux de proximité à partir des ressources internes. Cet enfermement dans l'espace communautaire rend difficile à la fois la mobilisation d'autres ressources et l'émergence d'une vision critique de la société chez les animateurs de quartiers. La construction des liens entre les potentiels humains et culturels existant dans les quartiers populaires et ceux de la société globale devient problématique. Pourtant, le fait d'établir des liaisons entre plusieurs espaces sociaux et culturels constitue le point de départ de l'animation socioculturelle.

Également la logique de développement et de la transformation sociale ne peut se construire que dans ce carrefour de rencontre. Il paraît difficilement concevable d'assumer que ce rôle soit tenu par les jeunes animateurs issus des quartiers populaires sans passer par un processus de formation initiale et de réflexion leur permettant de prendre de la distance par rapport à leur propre milieu. On ne peut pas dire pour autant que les politiques publiques privilégient cette approche d'ouverture et de formation des animateurs. Elles se positionnent plutôt dans une logique de gestion quotidienne d'une approche pragmatique en s'appuyant sur les acteurs formés uniquement par les expériences locales. Cependant, on remarque qu'une partie des animateurs issus de l'immigration arrivent à dépasser les cadres imposés par le contexte communautaire et par les institutions, et commencent à occuper des postes de plus en plus reconnus; et surtout les postes politiques comme maires adjoints. Malgré toutes les précautions prises pour maintenir les jeunes issus de l'immigration en dehors des espaces de pouvoir, au prix de multiples expériences douloureuses, on observe que la situation est en train d'évoluer. Il nous semble qu'une des voies pour sortir de cet enfermement se trouve dans l'ouverture des espaces politiques en direction des populations des quartiers populaires ou bien l'investissement de cet espace par la population elle-même[28]. Le destin des animateurs socioculturels des quartiers populaires également est étroitement lié à l'émergence de cet espace politique où ils peuvent avoir la possibilité de construire un espace professionnel à partir de références diversifiées.

27. Catherine Wihtol de Wenden exprime d'une manière appuyée l'importance du rôle joué par les pouvoirs publics dans le processus d'ethnicisation des relations : « tous les travaux montrent que le communautarisme est moins présent dans les comportements des populations immigrées et issues de l'immigration que dans l'esprit des pouvoirs publics qui façonnent parfois un communautarisme « par défaut » pour gérer ces populations dans les contextes urbains difficiles : médiateurs, intermédiaires culturels, responsables associatifs et autres », La globalisation humaine, Paris, PUF, 2009, p. 189.

28. Il nous semble que la participation à la vie collective passe par l'ouverture des espaces politiques. Tout en gardant le système actuel contrôlé et protégé par une classe politique venant d'un milieu aisé il est difficile de bâtir un espace de participation. « Le pouvoir d'agir » des citoyens ne peut se construire que si ces derniers trouvent la possibilité de partager le pouvoir. Dans ce sens, le cadre institutionnel de la politique de la ville et des politiques publiques doit se transformer d'une manière radicale.

Références :

Bacqué, Marie-Hélène et Mechmache, Mohamed (2013), *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Rapport au Ministre délégué chargé de la ville.

Chprien, Avenel (2007), *Sociologie des « quartiers sensibles »*, Paris.

Christian, Bachmann (1997), *Autopsie d'une émeute : histoire exemplaire de soulèvement d'un quartier*, Albin Michel, Paris.

Crenn, Chantal, Kobi, Laurence et Gillet, Jean-Claude (dir.) (2007), *Les animateurs. Professionnels face à la différence ethnique*, L'Harmattan, Paris.

Delarue, Jean-Marie (1991), *Banlieues en difficulté : la relégation*, Syros.

Della Croce, Claudia, Libois, Joëlle, Mawad, Rima (2011), *Animation socioculturelle. Pratiques multiples pour un métier complexe*, Paris, L'Harmattan.

Divay, Sophie (2005), « Quand les compétences ethniques facilitent l'insertion professionnelle », *Hommes et migrations*, N° 1249, mai-juin.

Donzelot, Jacques (1994), *L'Etat animateur. Essai sur la politique de la vielle*, Paris, Edition Esprit.

Donzelot, Jacques (2006), *Quand la ville se défait, Quelle politique face à la crise des banlieues ?*, Paris, Seuil.

Gillet, Jean-Claude (2006), *L'animation en questions,* Erès.

Lafortune, Jean-Marie, Augustin Jean-Pierre, Bélanger Paul, Gillet Jean-Claude (2010), « Vers un système d'animation socioculturelle : défis actuels et synergies internationales », *Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, Numéro 1.

Greffier, Luc (2013), *Animer le territoire, territorialiser l'animation*, Bordeaux, Carrières sociales éditions, collection 100 000 environ.

Jovelin, Emmanuel (2001), *Devenir travailleur social aujourd'hui vocation ou repli ? L'exemple des éducateurs, animateurs et assistants sociaux d'origine étrangère*, Paris, L'Harmattan.

Lapeyronnie, Didier (2008), *Ghetto urbain ; Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*, Paris Robert Laffont.

ONZUS (Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles) (2012), rapport.

Poujol, Geneviève (1989), *Profession : animateur, Toulouse*, Edition Privat.

Poyraz, Mustafa (2003), *Espaces de proximité et animation socioculturelle*, Paris, L'Harmattan.

Poyraz, Mustafa (2003), « Animateur de quartier : un métier ethnique ? » (pp. 175-184), *Panoramique*, N°65, 4e trimestre.

Poyraz, Mustafa (février 2013), Rapport pour le conseil régional Ile de France: *L'inscription des filles dans l'espace public : entre l'autonomie et la pression communautaire*.

Verdès-Leroux, Jeannine (1978), *Le travail social,* Paris, Les éditions de minuit.

Wihtol de Wenden, Catherine (2009), *La globalisation humaine*, Paris, PUF.